

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE

T DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Mensuel du 15 mars 2013 - 9 euros

MOIS DU SOCIAL

la protection à l'enfermement
s toxiques : inquiétude chez
ers - Agences de l'État : limiter
ide à la parentalité : pour une
politique publique - Finances
groupe de travail pour sauver
ements - Allocations familiales :
me délicate -

LEMENT INDISCRET

ivées : loup y es-tu ? - Caisses
ons familiales : le RSA m'a
atrimoine : le marteau, la
la croix - Foyers de l'enfance :
yer pour diriger ? - Service
ù passent les sous de Pôle
- Emploi : sale temps pour
eurs - MDPH : quand l'auto-
enace l'autonomie -

RIENCES

ge de François" crée du
ans les prés

OCIALE ET SOLIDAIRE
atives, la diversification au
l'efficacité

S D'ACCOMPAGNEMENT ET DE RÉPIT
itif qui prend ses marques

RYPTAGE

la futur aux emplois d'avenir

LA DÉCENTRALISATION 30 ANS APRÈS : je t'aime un peu, beaucoup...



DOSSIER

Trente ans de réformes

Action sociale départementale : le bilan

La contribution de l'Odas au débat

NUMÉRO SPÉCIAL

SUPPLÉMENT ENCARTÉ

Les propositions de l'ANDASS pour
concilier gestion des allocations et
développement social territorialisé

JOURNAL DES RÉSEAUX

Une décentralisation en manque
de lisibilité

L'INVITÉ DU MOIS

François Deluga
Président du CNFPT



175

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Avec Initiatives, la diversification au service de l'efficacité

Centre de formation aux métiers du social et du médico-social, établissement médico-social, service de prévention pour les jeunes... L'association Initiatives, comme son nom l'indique, expérimente tous azimuts avec le souci que cette diversification des services renforce l'efficacité de tous. Retour sur 25 ans de dynamisme.

PAR SÉBASTIEN POULET-GOFFARD

À l'origine, en 1989, Initiatives, association située à Bourg-la-Reine, est un centre de formation créé pour les établissements médico-sociaux du sud des Hauts-de-Seine. Avec aujourd'hui une antenne supplémentaire à Montpellier, l'association a formé plus de 8 000 personnes aux métiers d'accompagnement social et médico-social : aide médico-psychologique (DEAMP), moniteur éducateur (DEME), éducateur spécialisé (DEES) et responsable d'unité d'intervention sociale (Caferuis). Dès le départ, l'association s'inscrit dans la longue tradition du travail social qui consiste pour le terrain à expérimenter puis à structurer les interventions auprès de nouveaux publics. Une dimension pionnière et militante qui, combinée aux valeurs défendues dans son projet associatif pour faire reculer toutes les formes de discriminations, amène l'association à participer au milieu des années 90 à un pro-



gramme expérimental lancé par le ministère des affaires sociales et de la santé pour accueillir dans des appartements de coordination thérapeutique (ACT) des per-

sonnes touchées par le VIH, en situation de fragilité psychologique et de précarité sociale, nécessitant des soins et un suivi médical.

S'appuyer sur le médico-social...

À l'époque, le sida bouleverse tout. "On assigne l'État en justice, les médecins sont désarmés face à cette nouvelle maladie, dont les victimes s'expriment et s'organisent. On assiste à un véritable changement de paradigme qui oblige à repenser les prises en charge, et à décloisonner le psychologique, le médical et le social", se souvient Pascal Colin, directeur général de l'association. Aussi, l'association se lance dans l'aventure et obtient en 1995 un agrément ministériel pour le fonctionnement de douze places. Depuis, un décret de 2002 a fait entrer les ACT dans le droit commun pour leur donner une assise pérenne et les ouvrir à d'autres pathologies chroniques sévères (cancers...). Et aujourd'hui, l'établissement médico-social géré par Initiatives compte 17 appartements pour 26 places sur trois

EN BREF

Les bains-douches font le plein

Conséquence inattendue de la crise, les bains-douches municipaux connaissent depuis quelques années une importante hausse de fréquentation. Un phénomène qui concerne des grandes villes comme Paris, Lyon, Lille, Nantes ou encore Roubaix. À Nantes, par exemple, la fréquentation de ces établissements a augmenté de 40 % depuis 2008.

Surendettement : de moins en moins d'accords amiables

Chaque année, les commissions chargées de traiter les dossiers de surendettement instruisent environ 200 000 affaires. La Banque de France, qui vient de réaliser une enquête sur le sujet, relève un phénomène inquiétant : la proportion d'accords amiables entre emprunteurs et créanciers ne cesse de diminuer (moins 18 % en deux ans depuis 2010). Une enquête qui intervient alors que le gouvernement songe à créer un "fichier positif" destiné à recenser les crédits contractés par les emprunteurs.

Etablissements privés : la branche se réorganise

Fin 2012, 20 000 établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif employaient plus de 700 000 salariés, soit 30 % environ des salariés de l'économie sociale et solidaire. C'est ce que révèle la récente enquête "Emploi 2012" réalisée par l'Unifaf, organisme paritaire collecteur. Si le secteur semble donc plutôt bien se porter, l'enquête souligne néanmoins de nouveaux besoins concernant l'accompagnement des agents durant leurs dernières années d'activité.

Accessibilité : de nouveaux horizons

Avec le rapport de Claire-Lise Champion, sénatrice PS de l'Essonne, sur l'accessibilité, c'est désormais plus sereinement que les décideurs publics et privés vont se rapprocher de la date butoir du 1^{er} janvier 2015 concernant leurs obligations en la matière. En effet, en parallèle aux diverses propositions favorables à l'inclusion des personnes handicapées et saluées par les associations, le rapport propose aussi la mise en place d'agendas d'accessibilité, avec une fourchette de 3 ou 4 ans et pouvant être reconduits 2 ou 3 ans. Ce qui signe, pour les associations, inquiètes, un report déguisé de la fameuse échéance.

sites de la région parisienne (Sceaux, Antony et Bourg-la-Reine).

"Nous assurons auprès de ces personnes, seules ou en couple, avec ou sans enfant, un travail global dans le cadre d'un projet individualisé pour une période de six mois renouvelables jusqu'à environ deux ans", détaille Patrick Bachelier, chef de service et directeur adjoint de l'institution. Faciliter l'accès aux soins, aider à l'ouverture des droits sociaux, orienter vers les partenaires du territoire, tout en soutenant la formalisation d'un projet de vie... Telles sont les missions de l'équipe pluridisciplinaire (chef de service, médecins coordinateurs, psychologues, intervenants sociaux, infirmière et agents techniques). Un accompagnement social, médical et psychologique mis en place en lien avec un important réseau de partenaires impliquant les hôpitaux, les services sociaux et le tissu associatif. Quand on sait à quel point réussir à construire un travail en réseau est complexe, les étudiants du centre de formation ont ici un formidable outil d'analyse des enjeux et des pratiques à développer.

... et aboutir à l'économie sociale et solidaire

Que ce soit au travers de son établissement médico-social ou de son "point écoute jeunes" créé en 2003 pour recevoir des adolescents soucieux de s'informer, d'être écoutés et conseillés dans le domaine de la sexualité et de la prévention des infections sexuellement transmissibles et des addictions, l'association revendique cette diversification de ses activités : "Nous développons ce dont le travail social a besoin. Celui-ci s'est enfoncé ces dernières années

dans une vision étriquée de son rôle et de ses pratiques. De façon caricaturale, il fabrique aujourd'hui des fonctionnaires qui agissent dans des logiques compartimentées de tâches et de métiers. Les aspects gestionnaires prennent largement le pas sur le militantisme, et l'inflation de normes et de dispositifs accentue évidemment le mouvement", martèle son fondateur, avant de poursuivre : "Je pense que le secteur social a besoin d'une authentique refondation. Il faut dorénavant pouvoir innover, expérimenter".

Une conviction qui l'amène aujourd'hui à poursuivre le développement de l'association du côté de la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS). "Ce secteur représente aujourd'hui 10 % du PIB et 12 % de l'emploi. Le monde associatif, c'est 12 millions de bénévoles, 1,8 million de salariés pour 1,1 million d'associations actives en France. Toute cette énergie, mais aussi celle des mutuelles, des coopératives et des fondations, c'est de la dynamite sociale ! Mais le secteur est émietté et nous entendons participer à sa structuration", affirme Pascal Colin. C'est pour cela qu'Initiatives vient de créer la première Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire (Flepes) ainsi qu'une plateforme nationale de formation continue de niveau I en ESS avec l'école coopérative de management, Coeptis. La nouvelle entité propose notamment le titre d'expert en économie solidaire et gouvernance sociale (EESGS) qui vient d'être reconnu par l'État. Une démarche qui s'inscrit dans la droite ligne de ce que promeut depuis le début Initiatives : adapter la formation initiale aux métiers du social pour transmettre aux futurs professionnels l'audace de l'innovation sociale. ■

CONTACT

Initiatives :
01 41 13 48 23
www.initiatives.asso.fr